

ANNEXE 7

CONVENTION PORTANT DELEGATION TEMPORAIRE DE LA COMPETENCE DE TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN ET FIXANT LES FLUX FINANCIERS POUR L'ANNEE 2017

ENTRE

LA REGION CENTRE – VAL DE LOIRE

Hôtel de Région - 9, rue Saint-Pierre Lentin – CS 94117, 45041 ORLEANS CEDEX 1
représentée par Monsieur François BONNEAU en qualité de Président du Conseil Régional, dûment
habilité par délibération du conseil régional n° [xxx] en date du 15 décembre 2016

Désignée ci-après sous le terme « la Région »

D'une part,

ET

LE DÉPARTEMENT DE L'INDRE-ET-LOIRE

Hôtel du Département – Place de la Préfecture – 37927 Tours cedex 9
représenté par Monsieur Jean Gérard PAUMIER en qualité de Président du Conseil départemental d'Indre
et Loire, dûment habilité par délibération du Conseil départemental n° [..] en date du 16 décembre 2016

Désigné ci-après sous le terme « le Département »

D'autre part,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 57,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 15,

Vu le décret n°2012-716 du 7 mai 2012,

Vu le décret n° 2015-687 du 17 juin 2015,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1 et suivants,

Vu la délibération du conseil Régional n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation à la commission permanente,

PREAMBULE

L'article 15 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, a entériné le transfert des services routiers non urbains, réguliers et à la demande, et les services de transports scolaires des départements vers les régions, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

En outre, les régions auront la responsabilité, à compter du 1^{er} janvier 2017, de la construction, de l'aménagement et de l'exploitation des gares routières publiques de voyageurs relevant des départements.

Il est toutefois prévu un calendrier de transfert distinct pour les deux types de services de transport. En effet, le 1^{er} janvier 2017, les régions seront les autorités organisatrices de transport routier interurbain alors que ce n'est seulement que le 1^{er} septembre 2017 qu'elles seront compétentes en matière de transport scolaire.

Ce calendrier distinct tend à renforcer les difficultés du transfert des compétences de transport à la Région dans la mesure où les services de transport routier interurbain et scolaire sont étroitement imbriqués.

Ce constat conduit à conclure qu'une dissociation des dates d'exercice pleine et entière des compétences nouvellement transférées à la Région risque d'affecter la continuité du service public pour les usagers.

Ainsi, une délégation temporaire de compétences entre la Région et le Département devrait éviter d'entraîner un bouleversement considérable dans l'organisation des services de transports routiers interurbains et devrait permettre d'assurer la continuité des services de transport tout en offrant la possibilité à la Région d'appréhender les modalités d'exercice de sa compétence.

Dans ces conditions, il apparaît préférable que la Région Centre-Val de Loire délègue temporairement la compétence de transport routier interurbain, qui lui sera transférée au 1^{er} janvier 2017, au Département de l'Indre-et-Loire.

La présente délégation de compétences entre la Région et le Département doit nécessairement prendre en compte les délégations d'ores et déjà susceptibles d'exister entre le Département et d'autres autorités organisatrices de transport.

Ainsi, la présente convention a pour objet de déterminer les modalités de cette délégation temporaire de compétences entre la Région et le Département conformément aux dispositions des articles L. 1111-8, qui permet à une collectivité territoriale de déléguer par convention à une autre collectivité territoriale l'exercice d'une compétence dont elle est attributaire en son nom et pour son compte, et R. 1111-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales en prenant en compte les spécificités organisationnelles du territoire et notamment les délégations de compétences consenties aux AOM.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI T :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention définit notamment les modalités opérationnelles, techniques et financières de l'exercice de la compétence de transport routier interurbain déléguée par la Région au profit du Département.

ARTICLE 2 : COMPETENCE DELEGUEE

Le Département assure, sur l'ensemble de son territoire, au nom et pour le compte de la Région :

- L'organisation et le fonctionnement des services routiers non urbains, réguliers ou à la demande, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires, pour lesquels il est directement compétent ;
- L'entretien des points d'arrêt de transports destinés à faciliter la prise en charge ou la dépose des passagers de services réguliers.

Dans l'hypothèse où, avant le transfert de la compétence de transport routier interurbain à la Région, une AOM était délégataire du Département pour organiser les lignes de transport traversant son territoire, la Région, qui sera substituée au Département dans cette délégation en vertu de l'article 15 VI de la loi NOTRe, à compter du 1^{er} janvier 2017, donne ses instructions à ce dernier pour gérer la délégation et assurer son suivi opérationnel et financier.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente délégation débute le 1^{er} janvier 2017 et elle prend fin le 31 août 2017 à minuit, pour une durée de huit mois en ce qui concerne l'exercice de la compétence déléguée. Les comptes de compensation financière seront clôturés au 30 novembre 2017 afin de permettre la vérification des dépenses et recettes sur la totalité de la délégation de l'exercice de la compétence.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région est responsable de la politique générale des services de transports routiers interurbains réguliers ou à la demande à compter du 1^{er} janvier 2017.

A ce titre, elle assure pendant la délégation de compétences :

- Un rôle de coordination stratégique entre les six départements ;
- Un rôle de validation du niveau de service proposé par le Département pour l'année 2017 ;
- Le financement des services de transports interurbains réguliers et à la demande à travers la compensation versée par la Région au Département au titre de la délégation de compétence dans les conditions fixées à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 5 : OBJECTIFS A ATTEINDRE

Le Département, autorité délégataire, s'oblige à atteindre les objectifs suivants :

- Maintenir l'organisation des lignes des services routiers non urbains réguliers et à la demande sur son territoire ;
- Désigner les exploitants ou poursuivre l'exécution des contrats conclus au titre de l'exploitation des services de transports routiers non urbains ;
- S'assurer de l'exploitation des services de transport selon les principes de fonctionnement du service public (continuité, égalité, accessibilité...) ;
- Assurer l'alimentation et la mise à jour des bases de données et la gestion des logiciels métiers
- Assurer l'information aux usagers, y compris via internet ;
- Assurer le niveau de service sur le territoire départemental à la Région pour l'année 2017 ;
- Appliquer les règlements applicables aux usagers ;
- Instruire les inscriptions aux abonnements, délivrer et contrôler les titres de transport sur son territoire de compétence déléguée ;
- Assurer la gestion de proximité des services de transport auprès des usagers, Examiner les conditions de leur satisfaction ;
- S'assurer de la bonne exécution des services et des prescriptions contractuelles par les exploitants ;

- Assurer le contrôle du service fait et le bien fondé des factures qui lui sont adressées et dont il effectue le paiement ;
- Gérer les éventuelles recettes commerciales dans le respect des règles de la comptabilité publique et en lien avec les payeurs départementaux
- Assurer l'entretien et l'exploitation des points d'arrêts routiers en assurant notamment leur maintenance et le respect des règles de sécurité ;
- Appliquer les règles et principes tarifaires en vigueur dans le département.

ARTICLE 6 : INDICATEURS DE SUIVI DES OBJECTIFS ET REPORTING

L'autorité délégante et l'autorité délégataire s'entendent communément sur les indicateurs trimestriels suivants :

- Fréquentation par ligne et par tarif,
- Fréquentation de chaque ligne de TAD,
- Nombre d'abonnés,
- Recettes par ligne et par tarif,
- Production en car.km par ligne, annulations et suppressions de circulations (nombre avec motifs)
- Evénements marquants ayant impacté le service (climat, accident, pannes...),
- Etat des demandes de paiement, des dépenses acquittées et des recettes perçues.

Le Département transmettra à la Région dès leur réception l'ensemble des éléments d'information transmis mensuellement par les prestataires dans le cadre de leur mission tels que prévus aux contrats.

Lorsqu'un plan de viabilité hivernale est mis en œuvre, ou lorsque des mesures urgentes sont mises en œuvre par le Département ayant une incidence sur le service quelle qu'en soit la cause (climatique, accident...), le Département tient informé la Région de la situation, de son évolution, des mesures engagées et des conséquences pour le service et les usagers.

ARTICLE 7 : MOYENS DE CONTRÔLE

Le Département facilitera l'exercice de contrôles, notamment financiers et organisationnels, réalisés par la Région, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétences mentionnée ci-dessus.

À cet égard, il mettra à la disposition des agents mandatés par la Région tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, courriers, comptes rendus et tous autres documents qui concernent l'exercice de cette compétence.

La Région et le Département se rencontreront à échéance régulière afin de suivre l'évolution de la présente convention et l'exploitation des services publics subséquents.

Outre le suivi de la présente convention, ces rencontres permettront aux parties de se concentrer sur les projets stratégiques ayant un impact financier important.

ARTICLE 8 : CADRE FINANCIER DE LA DELEGATION DE COMPETENCE

Du 1^{er} janvier au 31 août 2017, le Département s'acquitte de l'ensemble des dépenses relatives à l'activité transport (interurbain et scolaire).

Afin de financer, jusqu'au 31 août 2017 l'exercice d'une part de la compétence déléguée (transport routier interurbain), et d'autre part de la compétence transport scolaire, il est convenu que la Région reverse au Département 8/12^{ème} de 25 points de la CVAE 2017 soit 23 202 612,00 €. Ce versement sera réalisé mensuellement par douzième sur les 8 premiers mois de l'année 2017. Le montant de CVAE 2017 retenu est celui évalué en octobre 2016 et transmis par la DGFIP.

A compter du 1^{er} septembre 2017 le Département continue d'honorer l'ensemble des paiements inhérents à la période d'activité précédant le 1^{er} septembre 2017, quel que soit la date d'arrivée des factures. De la même façon, le Département continue de percevoir les recettes liées à l'activité précédant le 1^{er} septembre 2017.

Enfin, au titre des 4 derniers mois de l'année 2017, la Région versera au Département 4/12^{ème} de la différence entre le produit de 25 points de CVAE (montant 2016) et la charge nette globale arrêtée par le Préfet à l'issue des travaux de la CLERCT. Ce versement interviendra par douzième sur les quatre derniers mois de l'année 2017.

ARTICLE 9 : MOYENS DE FONCTIONNEMENT

Le Département prend à sa charge des moyens matériels identiques à ceux de l'année précédente pour exercer le fonctionnement courant de la compétence : locaux, mobiliers, fluides, consommables.

Le Département poursuit l'exercice de la compétence déléguée dans une organisation interne et avec des moyens humains similaires, que ce soit au quotidien pour intervenir sur les points d'arrêts que dans des situations particulières : viabilité hivernale, situation d'urgence quelle que soit sa cause (évènement climatique, accident...).

ARTICLE 10 : MOYENS HUMAINS

Compte tenu de l'imbrication forte des missions relatives au transport interurbain et au transport scolaire, la Région et le Département conviennent de retenir une date unique de transfert pour le personnel soit le 1^{er} septembre 2017. Une convention spécifique qui sera conclue au cours du 1^{er} semestre 2017, précisera les modalités de transfert du personnel à la Région.

Aussi le personnel du Département, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'agents publics non titulaires, exécute les missions d'organisation des services de transport délégués, telles qu'elles sont définies à l'article 2, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du département pendant la durée de la délégation de compétence.

Dans un second temps, la Région et le Département conviennent de procéder au transfert global des agents publics du service départemental de transports à compter du 1^{er} septembre 2017, date du transfert de la compétence « transport scolaire ».

La convention de transfert qui sera conclue après avis des comités techniques de la Région et du Département précisera les modalités de ce transfert conformément à l'article 114 de la loi du 7 août 2015.

Pendant la durée de la présente convention, le Département assure la rémunération, l'évaluation des agents et de façon générale la gestion de leur carrière.

ARTICLE 11 : MOYENS TECHNIQUES

Dans le cadre du transfert des moyens techniques à la Région, une convention spécifique à intervenir dans les 6 premiers mois de 2017 précisera les modalités de transfert ou de mise à disposition pour les éléments patrimoniaux suivants :

- Le transfert de la billettique,
- Le transfert des poteaux d'arrêts,
- Le transfert du logiciel d'exploitation transports scolaires PEGASE.

ARTICLE 12 : SORT DES CONTRATS D'EXPLOITATION ET CONVENTIONS EN COURS D'EXECUTION

Les contrats nécessaires à l'exercice de la compétence, transférés à compter du 1^{er} janvier à la Région, substituée dans les droits et obligations du Département en vertu de l'article 133 de la loi NOTRe sont les suivants :

	Nom et numéro	Attributaire	Durée	Echéance	Prolongation
	Gestion et exploitation du réseau de transport départemental d'autocars « Touraine Fil Vert » (marché n°090011)	COMPAGNIE DES AUTOCARS DE TOURAINE/TRANSDEV TOURAINE	Environ 7 ans	31 août 2016	31 août 2017
	Exploitation de services de transports publics de personnes – TAD (n°2015-138) – Lot n°1	COMPAGNIE DES AUTOCARS DE TOURAINE/TRANSDEV TOURAINE	Durée initiale d'un an à compter du 1 ^{er} septembre 2015	31 août 2016 (possibilité de reconduction trois fois par période successive d'un an. La durée max du marché = 4 ans)	31 août 2017
	Gestion et exploitation de la halte routière à Tours (n°140136)	COMPAGNIE DES AUTOCARS DE TOURAINE/TRANSDEV TOURAINE	Durée initiale d'un an à compter du 1 ^{er} septembre 2014	31 août 2015 (possibilité de reconduction trois fois par période successive d'un an. La durée max du marché = 4 ans)	31 août 2017

CONVENTIONS	Convention entre la ville de Tours et le département d'Indre-et-Loire – Halte routière	Entre la ville de Tours et le département d'Indre-et-Loire	Durée initiale : 1 an à compter du 1 ^{er} septembre 2013	31 août 2014 (mais renouvelable 2 fois max par reconduction expresse => dernière reconduction jusqu'au 31 août 2016)	31/12/2016
	Convention pour la prise en charge des voyageurs urbains sur le réseau départemental	Entre Département de l'Indre-et-Loire et Tour(s)Plus	1 an (début : 31 août 2013)	31 août 2014 (renouvelable 2 fois par reconduction expresse => dernière reconduction jusqu'au 31 août 2016)	Nouvelle convention jusqu'à juillet 2017 renouvelable 2 fois
	Convention relative à la desserte de la Ville-aux-Dames Vernou sur-Brenne et Vouvray dans le cadre des évolutions du périmètre de transport urbain (PTU)	Entre Département de l'Indre-et-Loire et Tour(s)Plus	5 ans (début : 1 ^{er} janvier 2014)	31 décembre 2018	
	Convention relative à la correspondance intégrée entre le réseau urbain fil bleu et interurbain Touraine Fil Vert	Entre le conseil départemental de l'Indre et Loire et la Communauté d'agglomération Tour(s)plus + KEOLIS Tours	3 ans (à compter du 1 ^{er} septembre 2014)	31 août 2017	
	Convention de délégation de compétence	Commune d'Amboise et la Commune de Nazelles-Négron	1 an (début : 1 ^{er} août 2013)	31 août 2014 (mais renouvelable 2 fois max par reconduction expresse : dernière reconduction jusqu'au 31 août 2016)	Nouvelle convention en CPD du 18/11/16, échéance au 31/08/17 pouvant être renouvelée
	Convention de délégation de compétences	Commune de Château-Renault	Notifiée le 30/06/15	Jusqu'au 31 août 2016 (renouvelable deux fois un an par reconduction expresse)	Reconduite jusqu'au 31/08/17
	Convention de délégation de compétences	Communes de Loches et Beaulieu-lès-Loches	A compter du 28 février 2016	A compter du 28 février 2016 (pas de précision sur la durée initiale)	Renouvelable deux fois par reconduction expresse (jusqu'au 28 février 2018)
	Convention de délégation de	Commune de Descartes	Notifiée le 15/12/14	30 novembre 2015 (renouvelable 2 fois)	Reconduite jusqu'au

	compétences			par reconduction expresse du Département de l'Indre et Loire)	30/09/17
	Convention de délégation de compétences	Communauté de communes de Racan	Notifiée le 25/06/2015	31 décembre 2016 (renouvelable 1 fois par reconduction expresse)	Reconduite jusqu'au 31/12/17
	Convention de délégation de compétences d'organisation de transports collectifs	Syndicat Intercommunal de transport Collectif Vienne et Loire (SITRAVEL)	5 ans	Renouvellement tacite par période de 5 ans (signature le 22 août 1989)	
	Convention avec le Ministère de la Défense pour le transport des jeunes dans le cadre des journées défense citoyens	Entre le Département et le Ministère de la Défense	Durée de 2 ans	31 décembre 2015	Reconduite jusqu'au 31/12/2017

Le Département est chargé, pour le compte de la Région, de gérer, de suivre et de contrôler l'exécution de ces contrats conformément à l'article 2. Dans le cadre de l'exécution de ces contrats, toute décision qui aurait un impact financier est soumise à l'accord préalable de la Région.

ARTICLE 13 : RELATIONS AVEC LES USAGERS DES SERVICES DE TRANSPORT

Le Département est chargé de la gestion de proximité et des relations avec les usagers et leurs associations représentatives.

A ce titre il collecte les requêtes des usagers et examine les conditions de leur satisfaction. Il traite dans les mêmes conditions les requêtes transmises par la Région à laquelle il transmet sa réponse.

Il prend les décisions dont l'effet est immédiat et qui n'emportent pas d'incidences sur l'exploitation du service après la fin de la délégation de la compétence, ni la responsabilité de la Région.

Il soumet pour arbitrage à la Région des propositions de décision, lorsque les effets se poursuivront au-delà du 31 août 2017 ou en cas de point majeur notamment impliquant la responsabilité de la Région. Il la tient informée des éléments utiles et pouvant se révéler stratégiques au titre de la compétence régionale.

En outre, le Département prend toutes les dispositions nécessaires pour respecter les règles applicables en matière de traitement informatisé contenant des données individuelles, s'agissant des usagers des services de transport. Il se charge d'informer ces usagers du transfert à la Région des données concernées au terme de la présente convention.

ARTICLE 14 : COMMUNICATION

Le Département maintient la communication existante sur son réseau dans la durée de la présente convention.

ARTICLE 15 : RESPONSABILITE DES PARTIES

Pendant toute la durée de la délégation, le Département exerce les compétences visées à l'article 2 au nom et pour le compte de la Région.

L'action du Département engagera juridiquement la Région, à compter du 1er janvier 2017, et c'est donc la responsabilité de cette dernière qui pourra être recherchée.

Cependant la responsabilité du Département pourra être directement recherchée et exonérera la responsabilité de la Région dans les cas suivants :

- dans l'hypothèse où le département se serait rendu coupable d'une faute (délict ou quasi-délict c'est-à-dire faute d'imprudence ou de négligence) ;
- dans l'hypothèse où il aurait agi en dépassement des limites de la présente convention ;
- dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté les clauses de la présente convention.

ARTICLE 16 : ASSURANCES

Le Département, en tant que délégataire de la compétence de transport routier interurbain, souscrit les assurances couvrant sa responsabilité civile, administrative et pénale.

ARTICLE 17 : ACTIONS CONTENTIEUSES RELATIVES À LA COMPÉTENCE DÉLÉGUÉE MENEES OU DEFENDUES PAR LE DEPARTEMENT

Si la responsabilité de la Région au titre de la compétence déléguée à l'article 2 devait être recherchée devant les tribunaux ou par voie transactionnelle, le Département s'engage à fournir à la Région tous les documents dont elle pourrait avoir besoin pour organiser sa défense.

ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la délégation s'engagent à tenter de concilier les différents susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention. Au besoin, un expert pourra être désigné pour conduire la conciliation.

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif d'Orléans.

Fait à [...]

Le

(en deux originaux)

Pour la Région Centre- Val de Loire
Le Président,

Pour le Département d'Indre et Loire
Le Président,

François BONNEAU

Jean Gérard Paumier